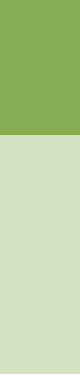


**COMMENT OBTENIR
LE SOUTIEN DES PAYS
AU
CADRE MONDIAL
POUR LES SERVICES
CLIMATOLOGIQUES
(CMSC)**





La variabilité du climat a toujours été un facteur déterminant de l'activité humaine. Depuis longtemps, des sécheresses, des inondations, des vagues de chaleur ou de froid et des tempêtes périodiques détruisent des récoltes et des collectivités. Des tendances au réchauffement ou au refroidissement à long terme ont obligé des communautés et des civilisations entières à migrer ou leur ont permis de se développer.

À ce jour, la nécessité de s'adapter à des variations saisonnières, annuelles et pluridécennales du climat se superpose au problème de l'évolution à long terme du climat. Fort heureusement, les progrès de la science nous permettent de plus en plus d'anticiper et même de prévoir le climat à venir. Notre compréhension du système climatique, qui continue de s'améliorer, est déjà suffisamment vaste pour nous guider quant à la façon de nous préparer en vue du climat de demain. Ainsi, il est désormais possible de produire des informations dont les gouvernements, divers organismes et des particuliers peuvent se servir pour gérer les risques et les perspectives liés au climat.

De plus en plus de pays mettent en place des capacités d'offrir des services climatologiques nationaux. Ces pays profitent de leur expérience de la production d'informations météorologiques et climatologiques pour créer des services susceptibles de personnaliser ces informations à l'intention d'utilisateurs précis. C'est ainsi que les services climatologiques offrent la possibilité d'intégrer des données et des prévisions fondées sur la science dans la planification, les lignes de conduite et la pratique afin d'en tirer de réels avantages pour la société. Cela est nécessaire, car les problèmes auxquels est confrontée l'humanité aujourd'hui sont de plus en plus complexes, interconnectés et liés au climat.

Les gouvernements et les organismes qui cherchent à assurer la diffusion dans tous les pays d'informations recevables sur le climat œuvrent de concert à la création du Cadre mondial pour les services climatologiques (CMSC). Sous la conduite actuelle de l'Organisation météorologique mondiale, cette entreprise, qui mobilise l'ensemble du système des Nations Unies, engage aussi des partenaires et des parties prenantes extérieurs au système. C'est que les services climatologiques, de par leur caractère transsectoriel, exigent des compétences dans de multiples domaines outre le temps et le climat, cela afin de répondre pleinement aux besoins des usagers.

La mise en œuvre du CMSC sur le plan national se fera sans doute selon une approche semblable à celle adoptée sur le plan international: de nombreux services gouvernementaux, unis à la société civile, travailleront en collaboration étroite pour

créer et exploiter les services climatologiques nécessaires à la gestion des risques et des opportunités que présentent la variabilité et l'évolution du climat.

Cette brochure succincte donne des réponses à neuf questions qui sont fréquemment posées au Secrétariat de l'OMM, afin d'aider les prestataires et les utilisateurs de services climatologiques à présenter à leurs gouvernements des arguments en faveur du CMSC et à créer des «équipes nationales interinstitutions pour le Cadre mondial».

1. QU'EST-CE QUE LE CADRE MONDIAL POUR LES SERVICES CLIMATOLOGIQUES ET QUELS EN SONT LES OBJECTIFS?

Le CMSC est un partenariat mondial de gouvernements et d'organisations qui produisent et exploitent des informations et des services climatologiques. Il a pour objet de réunir des chercheurs et des producteurs et utilisateurs d'informations afin qu'ils améliorent sur le plan qualitatif et quantitatif les services climatologiques de par le monde, et notamment dans les pays en développement.

Au sein du CMSC, on cherche à tirer profit des améliorations continues des prévisions climatiques et des scénarios concernant l'évolution du climat pour élargir l'accès aux meilleures données et informations disponibles à propos du climat. Les décideurs, les planificateurs, les investisseurs et les collectivités vulnérables ont besoin d'informations faciles à comprendre sur le climat pour se préparer aux tendances et aux changements attendus. Ils ont besoin de données de bonne qualité issues de bases de données nationales et internationales concernant la température, les précipitations, le vent, l'humidité du sol et l'état des océans. Ils ont également besoin de moyennes historiques à long terme de ces paramètres, de cartes, d'analyses des risques et de la vulnérabilité, d'évaluations ainsi que de projections et de scénarios à longue échéance.

En fonction des besoins des usagers, ces données et informations peuvent être associées à des données non climatiques concernant par exemple la production agricole, les tendances en matière de santé et la répartition des populations dans les zones à risque, à des cartes routières et à des cartes des infrastructures pour le transport de marchandises ainsi qu'à d'autres variables socio-économiques. L'objectif est de soutenir les activités de préparation à de nouvelles conditions climatiques et d'adaptation à leurs incidences sur l'approvisionnement en eau, les risques sanitaires, les phénomènes extrêmes, la productivité agricole, la situation des infrastructures, etc.

La meilleure façon d'élargir la production, la diffusion et l'exploitation d'informations utiles et à jour concernant le climat est de réunir les compétences et les ressources voulues grâce à une coopération internationale. Des institutions des Nations Unies, des services régionaux, des gouvernements nationaux et des chercheurs vont œuvrer de concert par l'intermédiaire du CMSC en vue de diffuser des données, des informations, des services et des pratiques exemplaires. Cette collaboration accroîtra la capacité des pays de gérer les risques et les possibilités que présentent la variabilité et l'évolution du climat et de s'adapter au changement climatique.

Le plan de mise en œuvre du CMSC, que le Congrès météorologique mondial doit adopter en octobre, va guider la mise en valeur des ressources en matière d'information nécessaires d'urgence pour obtenir une résistance au climat et élaborer des plans d'adaptation à celui-ci. Selon le projet de plan de mise en œuvre du Cadre mondial, au cours des deux années à venir, le CMSC va lancer une série de projets prioritaires qui vont donner naissance à des partenariats et permettre d'obtenir la confiance des utilisateurs. Il va définir la demande de services climatologiques et répondre à cette demande grâce à la présentation d'informations scientifiques. Son action va commencer par quatre secteurs prioritaires: la santé, l'eau, la sécurité alimentaire et l'agriculture et la réduction des risques de catastrophes. D'ici six ans, le CMSC devrait faciliter l'accès à des services climatologiques améliorés de par le monde. D'ici 10 ans, ces services seront offerts à tous les secteurs sensibles au climat.

Les résultats seront les suivants: un partenariat mondial efficace pour déterminer les besoins des usagers en matière d'informations climatologiques et répondre à ces besoins; l'application effective des observations climatologiques, des données socio-économiques, des modèles et des prévisions à la résolution de problèmes nationaux, régionaux et mondiaux; un système permettant de transformer des données en produits et en services d'information pour étayer la prise de décisions; et le renforcement des capacités mondiales de création et d'exploitation de services climatologiques.

2. QUI DIRIGE LE DÉVELOPPEMENT DU CMSC?

Du fait que les services climatologiques sont un bien public planétaire, le développement du CMSC est dirigé par des gouvernements du monde entier. Les gouvernements travaillent ensemble depuis des dizaines d'années afin d'établir des programmes scientifiques, des services opérationnels et des conventions internationales en vue de relever les divers défis du climat. Le CMSC marque une étape critique de ce processus.

En 2009, lors de la troisième Conférence mondiale sur le climat, des chefs d'État et de gouvernement, des ministres et des chefs de délégation représentant plus de 150 pays et 70 organisations ont décidé à l'unanimité d'instaurer le Cadre mondial afin que la société puisse accéder dans les meilleurs délais aux informations sur la variabilité et l'évolution du climat dont elle a besoin.

Actuellement, la tribune centrale où les gouvernements peuvent s'entretenir du CMSC est le Congrès météorologique mondial, avec ses organes subsidiaires. Diverses institutions de l'ONU se sont engagées auprès du Cadre mondial au titre de l'unité d'action des Nations Unies en matière de connaissances climatologiques.

Vu l'expérience et la compétence acquises par de nombreux organismes nationaux en matière de production d'informations, de prévisions et de services en rapport avec l'adaptation au climat, il est clair que ces organismes ont un rôle clef à jouer pour guider le CMSC.

3. QUELS PAYS ET ORGANISMES ONT LE PLUS À GAGNER DU CMSC?

Tous les pays étant vulnérables face à la variabilité et à l'évolution du climat, ils tireront profit d'informations climatologiques de haute qualité préparées et diffusées de façon à répondre aux besoins des usagers. Évidemment, certains pays sont plus vulnérables que d'autres en raison de leurs capacités nationales limitées et/ou de leur climat carrément instable ou difficile. Les pays d'Afrique, les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et les pays sans littoral bénéficieront particulièrement du CMSC et des activités de renforcement des capacités qui lui sont associées.

Les pays en voie de développement qui subissent une variabilité dramatique du climat doivent renforcer d'urgence leur capacité à réagir face à des phénomènes extrêmes tels qu'orages et inondations ainsi qu'à des tendances à long terme telles que la sécheresse et les vagues de chaleur. Grâce au CMSC, leur accès à des données, à des informations et à des pratiques exemplaires va s'améliorer et leurs capacités vont se renforcer.

Les pays qui luttent déjà contre la variabilité du climat ont tendance à être particulièrement vulnérables aux changements climatiques. Les stratégies d'adaptation à cette variabilité et les services connexes d'intervention rapide sont

souvent essentiels dans le cas de l'évolution du climat. Cela est également vrai des types de données et des systèmes d'information qui seront nécessaires. Le CMSC va favoriser les activités nationales visant à combattre simultanément la variabilité et l'évolution du climat et à intégrer les actions d'adaptation au climat dans des stratégies de développement durable.

En même temps, le CMSC va profiter aux pays développés qui disposent déjà d'une bonne capacité nationale de réaction. Il leur offrira une tribune où ils pourront partager des données et des pratiques exemplaires. La configuration du climat ne connaît pas de frontières politiques et le Cadre mondial va faciliter une collaboration transfrontalière et régionale à propos des activités d'adaptation. Le CMSC pourrait aussi offrir un aperçu utile de l'intégration de l'adaptation au climat dans des programmes d'aide au développement.

Les capacités et le mandat institutionnels de nombreux organismes gouvernementaux seront renforcés par leur engagement auprès du CMSC. Ils bénéficieront de nouveaux partenariats, d'un accès amélioré aux données et aux ressources et de plus vastes possibilités de contribuer à des questions nationales essentielles, transsectorielles et liées au développement durable.

4. QUELS ORGANISMES NATIONAUX DEVRAIENT PARTICIPER OU ÊTRE INFORMÉS?

Pour lancer le développement du CMSC sur le plan international, les participants à la troisième Conférence mondiale sur le climat ont obtenu une adhésion au niveau politique le plus élevé de chefs d'État et de gouvernement et de ministres. Il est essentiel d'élargir et de poursuivre cet engagement politique national de haut niveau en s'assurant la collaboration nécessaire des ministères.

Cette collaboration peut être orchestrée par le Cadre mondial au niveau national. Pour bâtir ce cadre et en faciliter la mise en œuvre, les organismes gouvernementaux susceptibles d'apporter une contribution aux services climatologiques, devraient envisager d'informer et d'impliquer tous les ministères compétents, comme ceux chargés de l'agriculture, de l'eau, de l'environnement, de la santé et des affaires étrangères. Des contacts avec des dirigeants et des cadres devraient être pris dès que possible par le biais de visites personnelles et d'ateliers. De nombreux organismes contribuant au CMSC ou faisant appel à celui-ci seront non gouvernementaux, comme les universités, les ONG et les médias. Ils auront un rôle important à jouer tant pour

produire des informations que pour veiller à ce que les services soient adaptés aux usagers avec lesquels ils travaillent déjà et s'adressent à eux.

Comme l'indique cette liste de partenaires possibles, il n'existe pratiquement pas de limite quant au nombre et aux types d'organismes nationaux qui peuvent être associés au CMSC. Il est essentiel, manifestement, d'établir des priorités quant à ceux qui seront à solliciter en premier. Le cas échéant, les choix pourraient être dictés par les quatre secteurs prioritaires du Cadre mondial: gestion des ressources en eau, prévention des catastrophes, agriculture et santé, compte tenu des priorités et des politiques nationales, notamment en ce qui concerne le développement durable, l'adaptation au climat et l'atténuation des effets du climat.

5. QUELS AVANTAGES LES PAYS PEUVENT-ILS TIRER D'UNE PARTICIPATION AU CMSC?

Le CMSC aura de nombreux avantages économiques, sociaux et environnementaux. Il reposera sur des investissements existants dans des systèmes d'observation du climat et sur des recherches scientifiques afin de produire des informations pratiques pour la prise de décisions. Au cours des premières années, la plupart de ses avantages auront trait aux secteurs prioritaires: risques de catastrophes, sécurité alimentaire, santé et eau. Voici quelques exemples des avantages précis qui pourront être obtenus.

- Les grands projets d'infrastructure tels que les réservoirs d'eau, les ponts, les villes et les usines sont censés durer des dizaines d'années ou davantage. En prévoyant les conditions climatiques à venir, les promoteurs pourront garantir que leurs projets resteront bien adaptés aux fluctuations de l'alimentation en eau, aux phénomènes extrêmes et à d'autres variables dépendant du climat.
- Les informations sur le climat peuvent aider les administrateurs de ressources en eau à améliorer leur planification opérationnelle, notamment pour affecter les réserves à court terme et pour développer l'infrastructure nécessaire à long terme.
- Une meilleure compréhension de l'évolution probable de l'intensité et de la fréquence des épisodes de sécheresse et des inondations peuvent guider les investissements dans l'entretien de canaux d'irrigation, la construction de châteaux d'eau, le boisement ou le reboisement de bassins hydrologiques, etc.

- À mesure qu'évolueront le climat et l'époque des changements de saison, le calendrier des semences et des récoltes va se modifier. Grâce à de meilleures informations sur le climat, il sera possible de calculer le moment des interventions et des investissements de façon plus précise, ce qui accroîtra la productivité agricole. Des informations de ce type permettront de suivre et de prévoir les variations de productivité d'une année sur l'autre et serviront de systèmes d'alerte précoce à d'éventuelles pénuries de vivres.
- La propagation de maladies infectieuses telles que la diarrhée, le paludisme et de nombreuses affections d'origine hydrique peut dépendre sensiblement du climat. En associant des informations climatologiques et météorologiques à des données socio-économiques, les personnels de santé pourront organiser plus efficacement des campagnes de vaccination et d'autres interventions.
- Comme la configuration des phénomènes extrêmes évolue, des prévisions de qualité peuvent donner lieu à des alertes précoces concernant des risques potentiels. On peut également s'en servir pour réduire la vulnérabilité au minimum en améliorant l'aménagement du territoire en vue, par exemple, de réduire l'exposition aux glissements de terrains ou à l'élévation du niveau de la mer.
- Des évaluations plus précises de l'évolution des risques climatologiques et des incidences du climat permettront au secteur des assurances de chiffrer correctement les risques liés aux phénomènes extrêmes, à l'élévation du niveau de la mer et aux incendies incontrôlés, à l'appui de la gestion des risques de catastrophes et pour garantir que les assurances restent valables.
- Si l'on va au-delà des quatre secteurs prioritaires, le climat a des incidences importantes sur la demande d'énergie. Grâce à des évaluations plus précises de l'offre et de la demande d'énergie, il sera possible de prévoir la consommation d'énergie à venir et de veiller à ce que l'offre émanant notamment de sources renouvelables soit suffisante, les services climatologiques ayant la possibilité d'évaluer le potentiel à long terme des énergies éolienne et solaire.

6. QU'ATTENDRE DE MON PROPRE PAYS?

Il est conseillé à tous les pays de promouvoir activement les services climatologiques sur le plan national et international et de contribuer à la détermination du

développement du CMSC pour que celui-ci réponde à leurs besoins et à ceux de la communauté internationale.

Les pays développés dont les services climatologiques disposent d'une bonne capacité peuvent partager et diffuser des données, des compétences et des pratiques exemplaires. Ils peuvent donner des conseils et offrir une aide à d'autres pays qui se sont engagés à créer et à soutenir leurs propres services climatologiques nationaux. Ils sont invités à resserrer leurs partenariats bilatéraux et, si possible, à offrir un appui financier ou en nature.

Les pays en développement sont invités à mettre à profit leurs capacités internes et à établir des partenariats entre des services gouvernementaux et d'autres organismes. Il leur est recommandé d'intégrer les activités du CMSC dans leurs stratégies et leurs projets en matière de développement durable et dans leurs programmes nationaux d'action pour l'adaptation au changement climatique.

Si possible, les pays devraient faire part au Congrès météorologique mondial et à d'autres tribunes de l'ONU de leurs activités relatives au CMSC, fournir des experts et des compétences pour les projets et les activités du Cadre mondial, adhérer au futur Conseil intergouvernemental du Cadre et dépêcher des employés auprès du secrétariat du Cadre.

7. DE QUELLE FAÇON LES PRESTATAIRES ET LES UTILISATEURS DE SERVICES CLIMATOLOGIQUES DEVRAIENT-ILS CHERCHER À INFLUER SUR LE CMSC?

Pour que la mise en œuvre du CMSC soit réussie, elle doit être intégralement dirigée par les pays. Les gouvernements peuvent influencer sur le Cadre mondial en formulant des observations concernant le projet de plan de mise en œuvre du Cadre, puis en participant activement au débat qui aura lieu lors de la session extraordinaire du Congrès de l'OMM, en octobre, ainsi qu'à la conférence des utilisateurs qui la précédera immédiatement. Ainsi, ils feront en sorte que le CMSC réponde à leurs propres besoins nationaux et contribueront à sa pertinence et à son efficacité pour tous les pays.

Tout comme les chefs d'État et de gouvernement et les ministres ont joué un rôle essentiel au cours de la troisième Conférence mondiale sur le climat en lançant des travaux sur le CMSC, leur engagement lors du Congrès extraordinaire permettra d'en faire progresser éminemment la mise en œuvre. Les décisions prises par le Congrès

ont une grande importance politique du fait qu'elles déterminent les engagements nationaux et les avantages issus du Cadre mondial. Le Congrès extraordinaire, qui aura lieu juste un mois avant la conférence annuelle de la CCNUCC et moins d'un an avant le début de la rédaction du cinquième Rapport d'évaluation du GIEC, va coïncider avec une période importante de l'agenda international relatif au climat.

8. QUELLE EST LA SITUATION ACTUELLE DU CMSC?

À la suite de la troisième Conférence mondiale sur le climat, une équipe spéciale de haut niveau composée de conseillers indépendants a présenté un rapport sur les éléments du Cadre mondial et les possibilités concernant la gouvernance de celui-ci. Ce rapport a aidé le Congrès météorologique mondial à décider, lors de sa session de mai 2011, des modalités de mise en place du Cadre. Le Congrès a notamment demandé au Conseil exécutif de l'OMM de produire un plan détaillé de mise en œuvre du CMSC. Le Conseil exécutif a alors créé une équipe spéciale chargée de superviser les travaux de l'équipe de rédaction ainsi qu'un processus de consultation approfondie des Membres, des partenaires et d'autres parties concernées. La version révisée de ce plan, qui a trait aux principes, aux activités et à la gouvernance du CMSC, a été distribuée aux gouvernements et aux experts en août 2012.

9. QUELLES SONT LES PRINCIPALES DATES ET DÉCISIONS À VENIR?

Les participants à la première session extraordinaire du Congrès de l'OMM, qui aura lieu du 29 au 31 octobre 2012, vont décider de l'adoption du plan de mise en œuvre et de la structure de gouvernance du CMSC. À cette occasion, ils vont peut-être créer un conseil intergouvernemental chargé de superviser la mise en œuvre du Cadre mondial ainsi qu'un secrétariat de celui-ci. Le Congrès sera précédé d'une conférence des utilisateurs, organisée les 26 et 27 octobre, qui donnera aux gouvernements et à d'autres utilisateurs du CMSC l'occasion d'étudier certaines questions de façon détaillée.

Au-delà du Congrès extraordinaire de 2012:

- Fin 2013, les gouvernements doivent achever la phase d'organisation. Le Conseil intergouvernemental va créer les structures des comités exécutifs (techniques) et de gestion et établir les programmes voulus pour répondre aux priorités immédiates.

- Fin 2017, le CMSC devrait favoriser, à l'échelle mondiale, l'accès à des services climatologiques améliorés dans quatre secteurs prioritaires: agriculture, réduction des risques de catastrophes, santé et eau; créer des comités techniques actifs pour chaque composante ainsi qu'un programme de communication concret, obtenir la participation d'au moins cinq institutions de l'ONU, contribuer à des projets de développement relatifs au climat à hauteur d'au moins 150 millions de dollars É.-U. et organiser une évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du Cadre mondial.
- Fin 2021, le CMSC aura favorisé, à l'échelle mondiale, l'accès à des services climatologiques améliorés dans tous les secteurs sensibles au climat, obtenu la participation d'au moins huit institutions de l'ONU et contribué à des projets de développement relatifs au climat à hauteur d'au moins 250 millions de dollars É.-U.

Pour de plus amples informations, veuillez vous adresser à:

Organisation météorologique mondiale

Bureau de la communication et des relations publiques

Tél.: +41 (0) 22 730 83 14 – Fax: +41 (0) 22 730 80 27

Courriel: cpa@wmo.int

7 bis, avenue de la Paix – Case postale 2300 – CH 1211 Genève 2 – Suisse

www.wmo.int

